



Bonjour Staff,
Voici votre e-revue
juridique hebdomadaire.

Nouveau : avec votre accès, vous
bénéficiez des services Premium suivants :
i) Licence de reproduction de 15 articles /
mois sur tous vos supports ; ii) Questions /
Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ?
votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et
mise en relation client gratuite.

Bonne lecture. La Rédaction

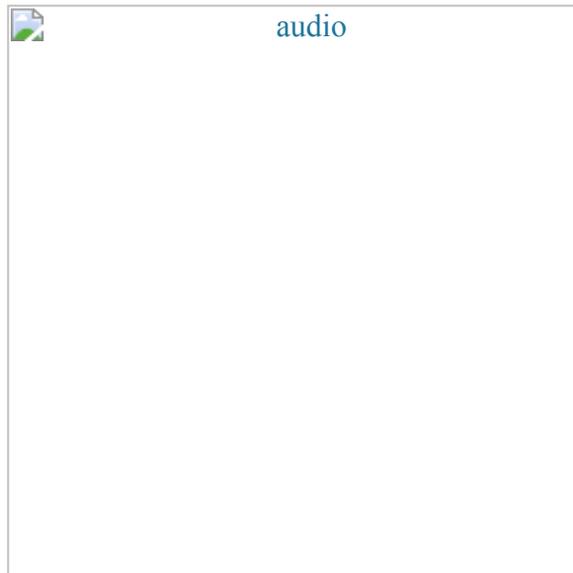
Paramétrez

Audiovisuel | Cinéma

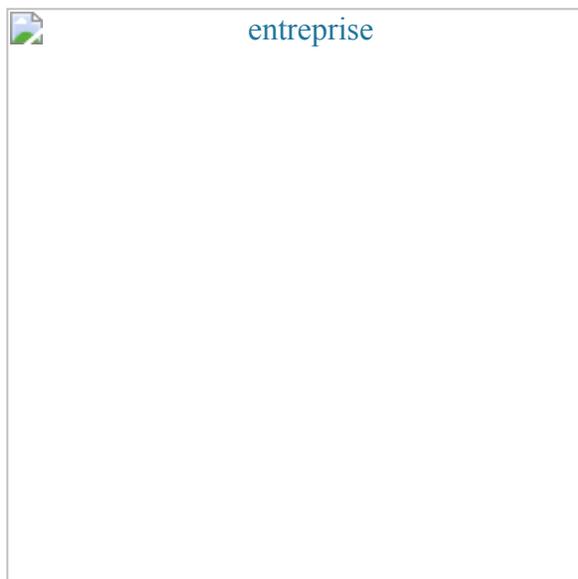
Responsabilité du gérant de société de production

Le gérant d'une société de production engage sa responsabilité lorsqu'il ne déclare pas l'état de cessation de paiement de sa société dans un délai de 45 jours. Le gérant s'expose notamment à une interdiction de gérer au sens de l'article L.653-8 du code de commerce. Cette sanction peut être prononcée à l'encontre du dirigeant qui a omis sciemment de demander l'ouverture d'une procédure de redressement

Lire



Conflit entre associés de société de production



En présence d'un conflit entre associés et de refus de rachat de parts sociales (généralement les associés restent en désaccord sur le prix), l'une des options exploitables est la saisine du Président du tribunal de commerce du siège social de la société, en vue d'obtenir une expertise de gestion sur le fondement de l'article L.223-37 du code de commerce et subsidiairement une mesure d'instruction in futurum sur le fondement de l'article 145 du code de procédure civile.

Lire

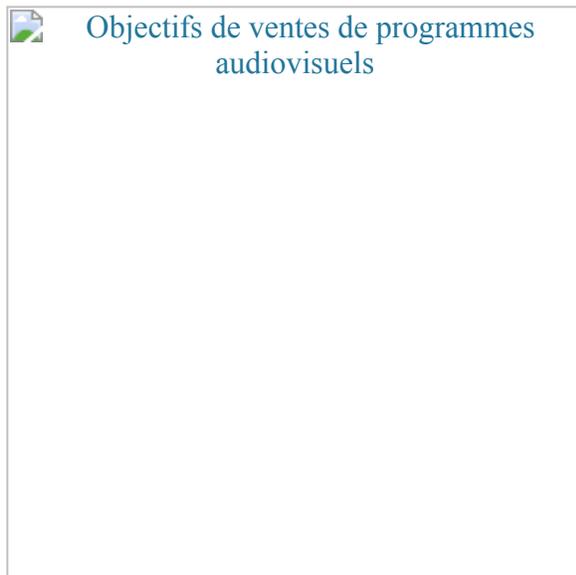
Musicien et producteur audiovisuel : des règles dérogatoires

Indépendamment du corpus légal applicable aux relations contractuelles entre musiciens et producteur audiovisuel, l'accord du 16 septembre 2015 (accord étendu, annexé à la Convention collective de la production audiovisuelle) encadre les relations de travail entre musiciens et producteur audiovisuel professionnel (musiciens présents à l'écran mais aussi ceux assurant la composition d'une musique originale d'œuvre audiovisuelle). Sont aussi concernés par l'accord i) les producteurs de vidéoclips sauf lorsqu'ils sont aussi éditeurs ou distributeurs du phonogramme produit

Lire



Objectifs de ventes de programmes audiovisuels



En présence de l'impossibilité de réaliser des objectifs de vente de programmes audiovisuels, le salarié a l'obligation de manifester son désaccord, auquel cas, ces objectifs sont présumés être fixés d'un commun accord avec l'employeur.

Lire

Presse | Journalisme

Cumul du statut de correspondant local de presse

Un agent public peut cumuler sa fonction avec des activités artistiques. Toutefois, l'activité de correspondant local de presse ne figure pas parmi ces dernières, l'agent doit donc, pour pouvoir l'exercer, y être autorisé par sa hiérarchie. L'activité de correspondant local d'un journal d'information générale ne relève pas des catégories d'activités susceptibles d'être autorisées au titre de l'un des cas envisagés

Lire

 [Cumul du statut de correspondant local de presse](#)

Racisme n'est pas exhortation à la haine



[presse](#)

La frontière entre racisme et provocation à la haine est tenue. L'auteur de propos racistes a obtenu la censure de sa condamnation pour provocation à la haine. L'auteur a été poursuivi devant le tribunal correctionnel, du chef de provocation à la discrimination, la haine ou la violence en raison d'un texte intitulé "Le coefficient de blancheur des équipes de balle au pied », comprenant les propos suivants

Lire

Fonds d'aide au portage de la presse

Le Décret n° 2019-1291 du 4 décembre 2019 réforme partiellement le fonds d'aide au portage de la presse. Il instaure pour la deuxième section du fonds le mécanisme de clause de sauvegarde prévu pour la première section, correspondant à 90 % de l'aide perçue l'année précédente. Il introduit également pour les réseaux le même mécanisme de plafonnement de l'aide

Lire

 [Fonds d'aide au portage de la presse](#)

Dieudonné c/ Dieudonné



[presse](#)

L'assignation en diffamation doit permettre à l'adversaire de déterminer clairement sur quel fondement, il se trouve poursuivi afin de préparer utilement sa défense. En l'occurrence, l'assignation n'a pas permis aux intimés d'être informés clairement des faits qui leur sont reprochés et de faire valoir leurs droits tels que ceux prévus par l'article 55 de la loi du 29 juillet 1881, concernant la preuve des faits diffamatoires, de sorte qu'elle doit, par conséquent, être annulée.

Lire

Propriété intellectuelle

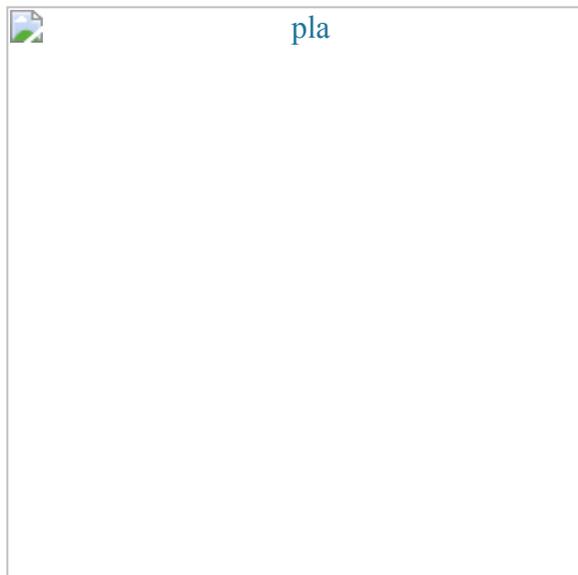
Nullité des marques descriptives

Aux termes de l'article L711-1 du code de la propriété intellectuelle, la marque de fabrique, de commerce ou de service est un signe susceptible de représentation graphique servant à distinguer les produits ou services d'une personne physique ou morale. Toute marque descriptive des produits ou services visés à l'enregistrement peut être déclarée nulle par décision de justice.

Lire



Bureau de style et œuvre collective



La qualification d'œuvre collective ne peut être retenue si, même en présence d'un bureau de style composé de plusieurs salariés, lors du processus créatif de l'œuvre, un salarié est à l'origine des choix créatifs de l'œuvre. L'œuvre collective suppose que la contribution personnelle des auteurs participant à l'élaboration de l'œuvre se fond dans l'ensemble.

Lire

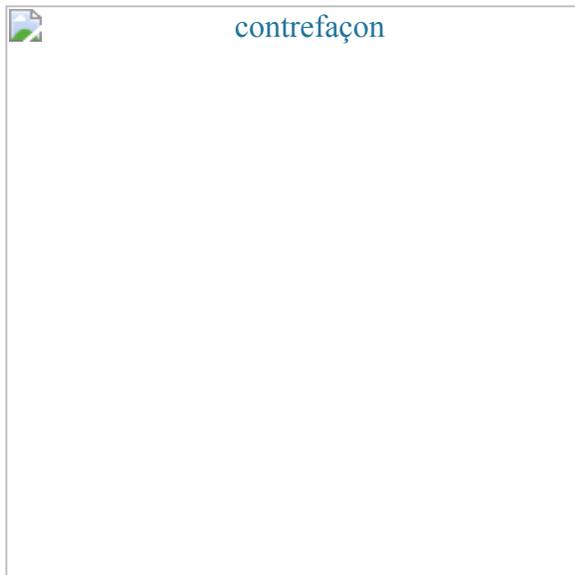
Divulgation de plans d'habitation

En l'absence de la preuve d'actes d'exploitation, divulgation ou publication, une société d'architecture ne peut, en tout état de cause, pas être titulaire des droits d'auteur qu'elle revendique. Un couple s'est adressé à la société Conseil Habitat dans le cadre d'un projet de construction d'une maison d'habitation. N'ayant pas retenu l'offre de la société, le couple s'est adressé à une société concurrente pour les accompagner dans leur projet et déposer une demande de permis de construire.



Lire

Contrefaçon de pièces détachées VW : notion de primo contrefacteur



Un fabricant taïwanais qui livre en Espagne des pièces détachées à une société espagnole sans être jamais en relation directe avec la société française acheteuse desdites pièces détachées contrefaisantes, ne procède à aucun acte d'importation ou de commercialisation de contrefaçons en France et ne peut donc être poursuivie.

Lire

Publicité | Marketing

Étiquetage des produits israéliens : mention des

colonies impératives

Thématique : Étiquetage, Étiquetage,
Publicité | Marketing

Les denrées alimentaires originaires des territoires occupés par l'État d'Israël doivent porter la mention de leur territoire d'origine, accompagnée, lorsque ces denrées proviennent d'une colonie israélienne à l'intérieur de ce territoire, de la mention de cette provenance.

Lire



Chiffre d'affaires publicitaire : une obligation de résultat



Thématique : Affichage publicitaire,
Distribution | Franchise, Logo | Symbole |
Pictogramme, Publicité | Marketing

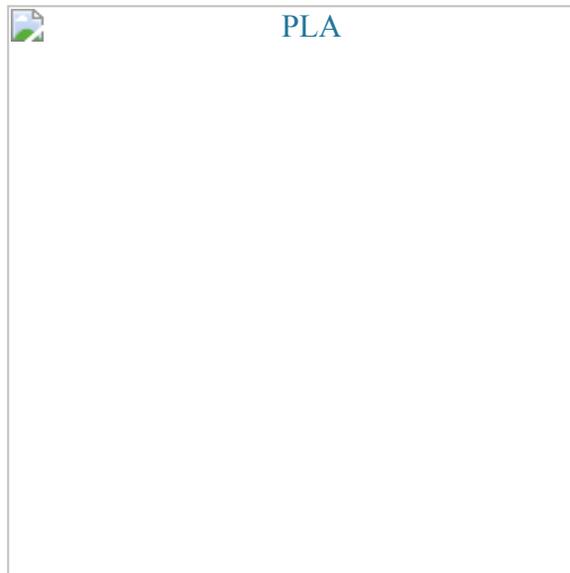
Dans le cadre des contrats de distribution et de promotion publicitaire, la réalisation d'un objectif de chiffre d'affaires relève d'une obligation de résultat et non d'une obligation de moyen. Deux sociétés ont conclu un contrat accordant à un distributeur l'exclusivité de la commercialisation, auprès des collectivités locales, d'autocollants applicables sur les plaques d'immatriculation des véhicules pour y faire figurer le logo de la région et du département d'origine du conducteur.

Lire

Keep calm and drink wine

Thématique : Concepts | Idées,
Concurrence, Concurrence déloyale,
Contrefaçon, Contrefaçon, Parasitisme,
Propriété intellectuelle | Marques, Publicité
| Marketing, Slogans

Le fait de copier des objets non éligibles à protection ne tombe ni sous le coup du parasitisme, ni sous la concurrence déloyale. Si selon l'article 1240 du code civil, tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, conformément au principe de liberté qui prévaut en l'absence de droit privatif, la seule copie servile ou la seule imitation d'un objet ne suffit pas à caractériser un acte de concurrence déloyale.



Lire

Marques et noms de médicaments : ingérence légitime de l'ANSM



Thématique : Médicaments | Compléments, Publicité | Marketing

La pratique des " marques ombrelles " consiste, pour un titulaire d'autorisations de mises sur le marché de médicaments pouvant être délivrés sans prescription médicale, soit à utiliser un même nom de fantaisie pour plusieurs médicaments dont la composition en substances actives et les indications thérapeutiques sont différentes, soit à choisir, pour un médicament, un nom de fantaisie qui partage tout ou partie du nom d'un autre produit de santé tel un dispositif médical, d'un produit cosmétique

Lire

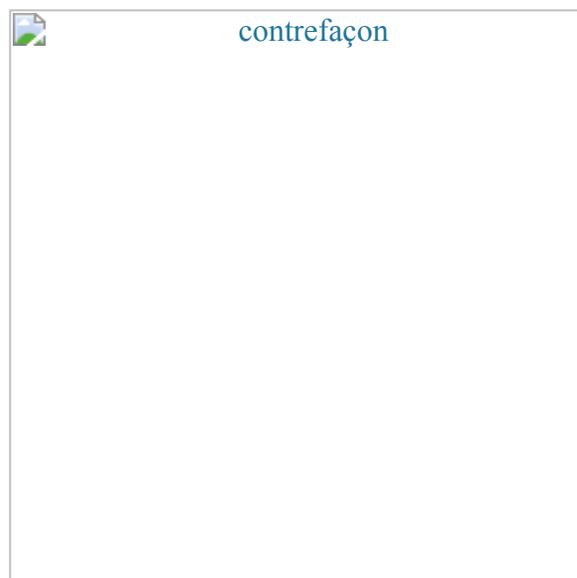
Numérique | E-commerce

Phishing : la banque responsable

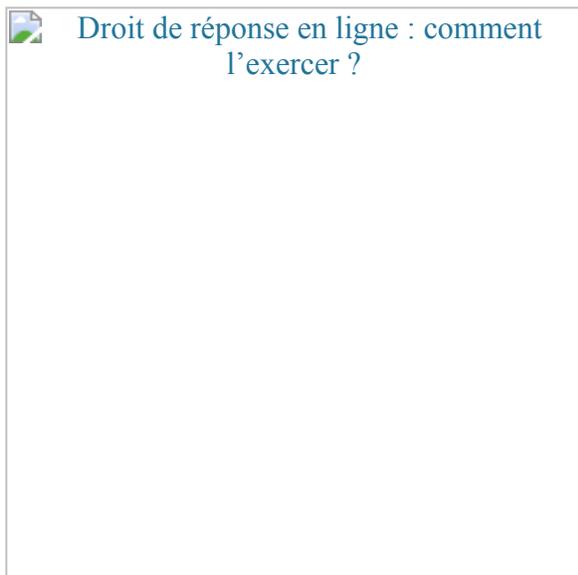
Le client d'une banque, victime d'un hameçonnage / phishing de ses données bancaires, peut obtenir le remboursement des sommes indûment prélevées sur son compte bancaire, y compris en présence d'un système de protection à trois niveaux :

- i) accès à un espace personnel en renseignant son identifiant et son mot de passe, ii) saisie d'une clef personnelle figurant sur une carte établie

Lire



Droit de réponse en ligne : comment l'exercer ?



éulte de l'article 6.IV de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique et de son décret d'application n° 2007-1527 du 24 octobre 2007 que toute personne nommée ou désignée dans un service de communication au public en ligne dispose d'un droit de réponse, sans préjudice des demandes de correction ou de suppression du message qu'elle peut adresser au service. Plusieurs observations s'imposent

Lire

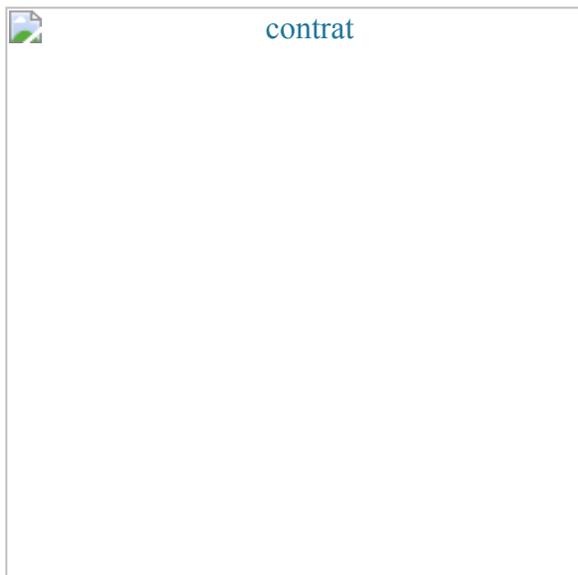
Faut-il déclarer un compte Paypal ?

Il est obligatoire, sous peine d'une amende forfaitaire, de déclarer un compte ouvert auprès de Paypal Europe. Cette obligation de déclaration des comptes ouverts à l'étranger est imposée par l'article 1649A du Code général des impôts

Lire



Pédopornographie : la contradiction d'expertises



Le défaut de réponse à conclusions peut emporter la censure d'un arrêt. Un inculpé a obtenu l'annulation de sa condamnation pour agressions sexuelles aggravées et consultation habituelle d'un site pédophile (quatre ans d'emprisonnement). Les juges d'appel n'avaient pas répondu aux conclusions du prévenu qui faisait valoir que, d'une part, son sperme avait été retrouvé sur deux tee-shirts non portés par la victime mineure (fille de sa concubine) la nuit des faits, ce qui pouvait accréditer ses dires sur l'usage qu'il en avait eu après avoir entretenu

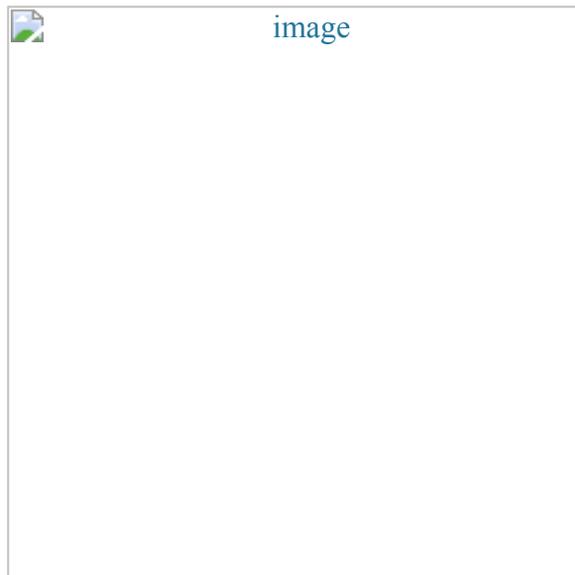
Lire

Image | Photographie

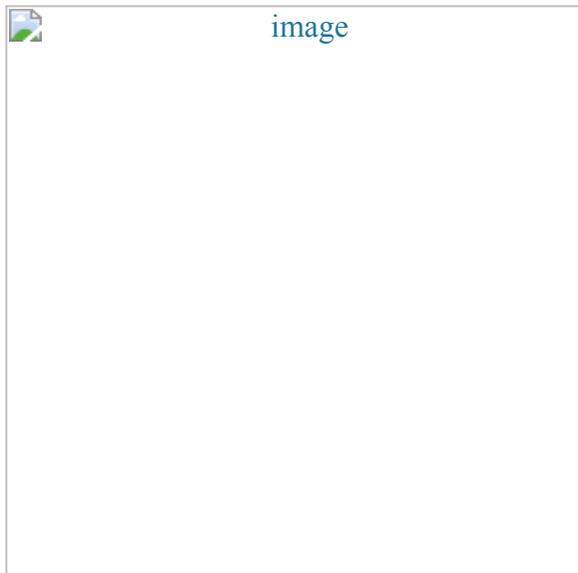
Image du sportif : la cession de droit à exécutions successives

Certaines cessions de droit à l'image sont à exécutions successives, ce qui permet leur résiliation anticipée en cas de survenance d'un évènement rendant leur exécution sans intérêt pour le cessionnaire.

Lire



Droit à l'image de l'Avocat collaborateur



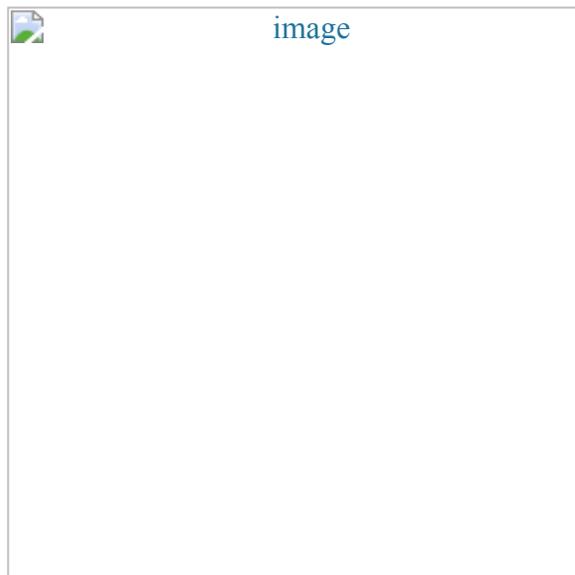
Avocats : attention au droit à l'image de vos anciens collaborateurs, il convient, dès leur départ, de supprimer toute image des supports du cabinet (en ligne comme hors ligne). Toutefois, le collaborateur victime doit impérativement établir son préjudice. En l'occurrence, le profil d'un avocat a été laissé pendant plus de cinq mois

Lire

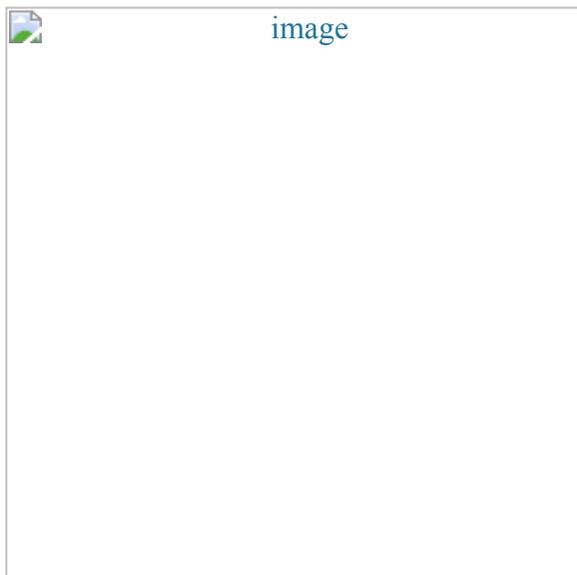
Droit à l'image des femmes voilées

Le site ripostelaique.com a échappé à une condamnation pour atteinte au droit à l'image et à la vie privée de femmes voilées. En cause, des articles du site dénonçant le port du voile par des caissières de l'enseigne H&M.

Lire



Erreur sur l'image d'une personne



La jurisprudence est désormais constante : une personne, dont la photographie a été publiée dans la presse et présentée à tort comme un terroriste, doit agir uniquement sur le fondement de l'article 9 du code civil.

La publication par erreur de sa photographie porte atteinte à son droit à l'image et non à sa réputation.

Lire

Contrats à Télécharger

Modèle de Registre RGDP

Modèle de Registre RGDP à télécharger (modèle CNIL). La mise en place de ce Registre est une obligation qui concerne la plupart des organismes. La constitution et le maintien d'un registre est une obligation prévue à l'article 30 du RGPD. Cela s'applique à tous les organismes qui traitent des données personnelles de façon régulière dans le cadre de leurs activités. ...

Lire

CGV de Commerce électronique

Modèle de Conditions Générales de Vente (CGV) de commerce électronique à Télécharger. La Société , immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le n° (ci-après « le Vendeur ») est titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle sur le Service de commerce électronique accessible à partir du nom de domaine (ci-après « le Site »). Le ...

Lire

Politique d'accueil de tournages d'oeuvres audiovisuelles

Modèle de politique d'accueil des demandes de tournages ou de prises de vue (Ministère de la défense). Ce modèle vise à accompagner les projets audiovisuels et cinématographiques qui sollicitent un soutien, depuis les premiers conseils à l'écriture jusqu'à la communication au moment de la diffusion/distribution ; de favoriser le développement de projets audiovisuels et cinématographiques présentant un intérêt pour le ministère de ...

[Lire](#)

Déclaration de comptes annuels simplifiée

Modèle de Déclaration de comptes simplifiée à télécharger. Le Décret n° 2019-1207 du 20 novembre 2019 relatif à la publicité des comptes annuels des moyennes entreprises prévoit les modalités selon lesquelles ces sociétés déclarent ne rendre publique qu'une présentation simplifiée de leur bilan et annexe. Il précise ainsi que lorsqu'elles exercent cette faculté, les sociétés accompagnent le dépôt des documents comptables ...

[Lire](#)

Questions / Réponses juridiques

Mode : poser occasionnellement, quel risque ?

Mode : poser occasionnellement, quel risque ?

[Lire](#)

Prêt de main d'œuvre illicite : les critères ?

Prêt de main d'œuvre illicite : les critères ?

[Lire](#)

Franchise : comment organiser les dépenses de publicité ?

Franchise : comment organiser les dépenses de publicité ?

Lire

Loyers commerciaux impayés : comment obtenir une provision ?

Loyers commerciaux impayés : comment obtenir une provision ?

Lire

Convention collective : n'en appliquer aucune, est-ce possible ?

Convention collective : n'en appliquer aucune, est-ce possible ?

Lire

Joueur de Poker : une activité taxable ?

Joueur de Poker : une activité taxable ?

Lire

Propos sexistes au travail : licenciement possible ?

Propos sexistes au travail : licenciement possible ?

Lire

Déréférencement des moteurs de recherche : quelles limites ?

Déréférencement des moteurs de recherche : quelles limites ?

[Lire](#)

Redressement fiscal : quelles garanties opposables ?

Redressement fiscal : quelles garanties opposables ?

[Lire](#)

Un fonctionnaire peut-il avoir son Blog ?

Un fonctionnaire peut-il avoir son Blog ?

[Lire](#)

[Désinscription](#) | [Gérer mon inscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

Questions / Réponses juridiques de la semaine